



Munich Personal RePEc Archive

## **Impact of Trump 2.0 on Sub-Saharan Africa**

Kohnert, Dirk

GIGA, Hamburg

20 February 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/123736/>  
MPRA Paper No. 123736, posted 21 Feb 2025 14:05 UTC

# Impact de Trump 2.0 sur l'Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert <sup>1</sup>

## Caricature 1: « Deuxième investiture de Trump »



Source: © [facebook](#).

Caricatures de Trump par certains des plus grands dessinateurs africains, janvier 2025...

**Résumé :** Alors que Trump prend pour cible les normes et les institutions mondiales, il est urgent de répondre à la question de savoir quelles parties de l'ordre post-guerre froide peuvent être sauvées et pour qui. L'abandon de ces positions nécessitera de grands changements. Trump 2.0 a suscité l'optimisme en Afrique. L'Afrique du Sud, en particulier, était optimiste au début. Mais par la suite, les relations bilatérales avec l'Afrique du Sud se sont détériorées lorsque l'administration Trump, y compris son conseiller économique, Elon Musk, né en Afrique du Sud, s'est ouvertement rangée du côté de l'establishment blanc sud-africain, du moins pour les quatre prochaines années. Les perspectives de démocratisation des pays à régime autocratique ont également été réduites à néant, Trump ne s'étant pas préoccupé de la démocratisation de l'Afrique subsaharienne (ASS), mais ayant plutôt soutenu les autocraties africaines, comme au Cameroun de Biya, au Togo de Gnassingbé, en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire. L'intention de Trump de dissoudre l'USAid a fait le malheur de tous ses partenaires contractuels. La peur, la douleur et la faim ont été les terribles conséquences des réductions de financement américaines, par exemple au Kenya et au Soudan en guerre. Les États-Unis étaient le plus grand donateur d'APD en ASS. Pour l'année fiscale 2023/2024, les États-Unis avaient mis à disposition près de 3,7 milliards de dollars. Le djihadisme dans la région du Sahel, dans la Corne de l'Afrique et au-delà va probablement s'intensifier et se propager. Le djihadisme dans la région du Sahel, dans la Corne de l'Afrique et au-delà va probablement s'intensifier et se propager. La politique isolationniste des États-Unis en Afrique sous Trump pourrait réduire encore l'influence occidentale. La politique commerciale de Trump, notamment l'imposition de droits de douane et le retrait d'accords multilatéraux tels que le Partenariat transpacifique (TPP), a affecté l'accès des pays en développement au marché américain.

**Mots-clés :** [Gouvernement Trump](#), [Afrique subsaharienne](#), [politique commerciale](#), [politique douanière](#), [nationalisme](#), [protectionnisme](#), [terres rares](#), [antiterrorisme](#), [Afrique du Sud](#), [RD Congo](#), [Namibie](#), [Somalie](#)

**JEL-Code :** F13 - Politique commerciale ; organisations commerciales internationales, F51 - Conflits internationaux ; négociations ; sanctions ; F52 - Sécurité nationale ; nationalisme économique, F6 - Impacts économiques de la mondialisation, H21 - Efficacité ; économie politique, P16 - Économie politique, P52 - Études comparatives d'économies particulières

<sup>1</sup> Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet*: 21 février 2025

# 1. Introduction

## Caricature 2: Trump conclut des accords illimités



Source: © [facebook](#), Les caricatures de Trump par certains des plus grands caricaturistes d'Afrique..., janvier 2025

Dans l'un de ses premiers actes, moins de deux semaines après son retour, [Donald Trump](#) a ordonné des frappes aériennes militaires contre un planificateur d'attaques de [l'État islamique](#) (EI) et d'autres personnes en [Somalie](#). Les frappes ont été menées dans les [monts Golis](#), dans le nord-est de la Somalie. La branche somalienne de l'EI a été créée en 2015 par un groupe de transfuges du groupe al-Shabab, lié à [Al-Qaïda](#), le plus grand groupe [djihadiste](#) de Somalie. En Somalie, l'IS est connu pour extorquer les populations locales et mener principalement des attaques sporadiques de petite envergure. M. Trump s'en est également pris à [l'administration Biden](#), affirmant que l'armée américaine ciblait ce planificateur de l'EI depuis des années, mais a reproché à Joe Biden de ne pas avoir agi assez rapidement pour que le travail soit fait. En réalité, les forces américaines avaient tué [Bilal al-Sudani](#), chef de l'EI, et dix de ses agents dans une grotte de montagne isolée dans le nord de la Somalie, lors d'une opération ordonnée par Joe Biden en 2023. Au contraire, l'une des dernières mesures prises par M. Trump lorsqu'il a quitté la [Maison Blanche](#) en 2020 a été de retirer des centaines de soldats américains de Somalie. Les [États-Unis](#) ont investi massivement dans le pays pendant des décennies pour contenir la menace posée par Al-Shabab. Trump a ordonné des frappes lors de son premier mandat, bien qu'il ait retiré les troupes à la onzième heure de sa présidence. M. Biden est revenu sur cette décision lorsqu'il a pris la relève en 2021, afin de maintenir une présence américaine continue. [Trump 1.0](#) a déprécié l'engagement des États-Unis en [Afrique](#). [Trump 2.0](#) est susceptible de considérer l'Afrique sous l'angle de la concurrence, car les adversaires des États-Unis que sont la [Russie](#) et la [Chine](#) étendent considérablement leur influence commerciale sur le continent (Wright & Iqbal (2025)). L'impact de son mandat continue d'influencer à la fois la politique américaine et l'ordre mondial. De la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine aux effets persistants de la [pandémie de COVID-19](#), les essais analysent la montée du [protectionnisme](#), son influence sur les [chaînes d'approvisionnement mondiales](#) et les conséquences économiques qui en résultent tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Parmi les sujets clés figurent l'impact économique des [droits de douane](#), l'incertitude des politiques commerciales et la refonte des accords commerciaux régionaux tels que [l'accord États-Unis-Mexique-Canada](#) (USMCA) et [l'accord de libre-échange États-Unis-Corée](#) (ALE KORUS) (Saliya, 2025).

Au cours de sa première semaine de mandat, le président américain Trump s'en est pris aux normes et aux institutions de [l'après-guerre froide](#), de la [gestion mondiale du climat](#) et de la santé aux [règles du commerce international](#). Les actions de Trump annoncent donc un changement permanent du paysage, et pas seulement un interrupteur qui reviendra en arrière dans quatre ans. M. Trump a également lancé une série de mesures commerciales, notamment

des [droits de douane](#) punitifs sur l'[acier](#) et l'[aluminium](#), qui ont éloigné les États-Unis des règles de l'[OMC](#). Un bref va-et-vient avec la [Colombie](#), qui refusait d'accepter des cargaisons d'expulsés, a donné un aperçu du manuel de jeu de la nouvelle administration : la question a été rapidement résolue après que Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 25 %. Non seulement les institutions, mais aussi les normes de l'ordre post-guerre froide, telles que celles qui luttent contre les [préjugés](#) et les [inégalités raciales](#) et de [genre](#), sont menacées, les programmes étant supprimés et le personnel réaffecté. Le gel de la quasi-totalité de l'[aide étrangère américaine](#) « dans l'attente d'un examen » a laissé planer le doute sur le sort des programmes américains d'aide au développement et d'aide humanitaire. Jusqu'à présent, Trump et son cabinet se sont moins concentrés sur les piliers de l'ordre mondial post-1945 : l'[OTAN](#), le traité de non-prolifération nucléaire ([TNP](#)), l'[ONU](#), la [Banque mondiale](#) et le [FMI](#). La question reste de savoir si Trump et son entourage sont prêts à travailler au sein de ces institutions ou s'ils les cibleront ensuite (Hurlburt, 2025).

**Graph 3:** « Trump, il l'a fait ... »<sup>2</sup>



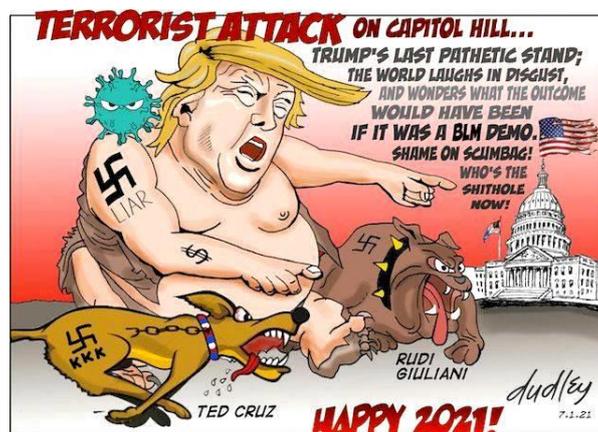
Source: © [facebook](#), des caricatures de Trump par quelques-uns des plus grands caricaturistes africains, janvier 2025

Dans toute [l'Afrique](#), les politiques de l'administration Trump ont déjà de profondes conséquences pour certaines des populations les plus pauvres et les plus défavorisées du monde. La peur, la douleur et la faim ont été les effets désastreux des réductions des financements américains (Hourel & Chason, 2025). La décision du président d'annuler ou de suspendre des milliards de dollars [d'aide étrangère](#) aggrave les [crises humanitaires](#) et met en danger d'innombrables vies. Des milliers d'ordres d'arrêt de travail ont été délivrés aux employés et aux sous-traitants de l'[USAID](#), qui est depuis longtemps le principal vecteur de l'aide mondiale de [Washington](#). L'année dernière, l'USAID a dépensé 40 milliards de dollars sur les 68 milliards de dollars alloués par les États-Unis aux programmes d'aide à l'étranger, ce qui en fait le plus grand donateur au monde, fournissant de la nourriture, des soins de santé et de l'eau potable à des dizaines de millions de personnes. Au cours des cinq dernières années, les pays [d'Afrique subsaharienne](#) ont reçu plus d'un tiers de l'aide étrangère américaine. Dans les endroits les plus désespérés, comme le [Soudan](#) déchiré par la guerre, l'impact a été immédiat. La moitié des 50 millions d'habitants du pays ont besoin d'une aide alimentaire et la [famine](#) s'étend alors que les milices islamistes et leurs alliés militaires se battent contre une force paramilitaire accusée de [génocide](#) par [Washington](#). La suspension de l'USAID a interrompu des programmes alimentaires nationaux qui nourrissent des millions de personnes et fermé des centaines de cuisines communautaires qui opèrent dans des zones trop dangereuses pour que les grandes agences puissent y pénétrer (Hourel & Chason, 2025 ;

<sup>2</sup> Bulle de dialogue: « Trump ? Non, ils ne l'ont pas fait... Oui, ils l'ont juste fait »

Mahdawi, 2025). D'un seul coup, Trump a licencié plus de 50 fonctionnaires de carrière et agents du service extérieur de l'Agence américaine pour le développement international ([USAID](#)), puis en a suspendu d'autres pour avoir prétendument tenté de faire respecter les règles de base relatives au licenciement ou à la sécurité concernant des informations sensibles et classifiées (Unger, 2025). Les organisations non gouvernementales ([ONG](#)) et autres entreprises humanitaires et de développement qui travaillent avec le gouvernement américain par le biais de subventions et de contrats ont jusqu'à présent licencié plus d'un millier d'employés. De nombreux programmes humanitaires et de développement ont été interrompus et des milliers de personnes travaillant à l'amélioration des conditions de vie, des moyens de subsistance, de la santé et des libertés à l'échelle internationale ont été licenciées. Les communautés vulnérables du monde entier ont commencé à ressentir les effets de la disparition d'un partenaire. Les États-Unis sont, après tout, le plus grand fournisseur d'aide alimentaire. Mais le soutien financier stratégique dans ce domaine et dans d'autres va bien au-delà de la fourniture directe de services. L'amélioration des systèmes et de l'information est un facteur clé. Prenons l'exemple du réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine ([FEWS NET](#)), créé à l'origine par l'USAID sous [l'administration Reagan](#) en réponse aux crises en Afrique. Cette innovation américaine est devenue l'une des principales sources d'information et d'analyse sur les crises alimentaires imminentes, démontrant la valeur de ces programmes de gestion de l'information (technology) pour les efforts américains, du [Soudan](#) à [l'Afghanistan](#). De tels systèmes, basés sur des données de [télé-détection par satellite](#) et des réseaux de collaboration au sein du gouvernement américain et dans le monde entier, ne feront que gagner en importance dans un monde où les phénomènes météorologiques sont de plus en plus extrêmes. La création de la [Millennium Challenge Corporation](#) par [l'administration Bush](#) a permis de mettre en place des partenariats d'investissement dans les infrastructures plus importants et à plus long terme avec des pays partenaires prometteurs, tandis que la première administration Trump a relancé l' [Agence des États-Unis pour le développement international](#). En ce qui concerne l'avenir de l'USAID, [Elon Musk](#) a déclaré qu'il était « temps pour elle de mourir » et que le président Trump avait accepté de la fermer. En réponse aux premières mesures de l'administration Trump, la couverture médiatique se concentre de plus en plus sur les menaces transnationales atténuées par l'aide étrangère, telles que la corruption, les conflits et les réseaux criminels liés au trafic d'êtres humains et de stupéfiants (Unger, 2025).

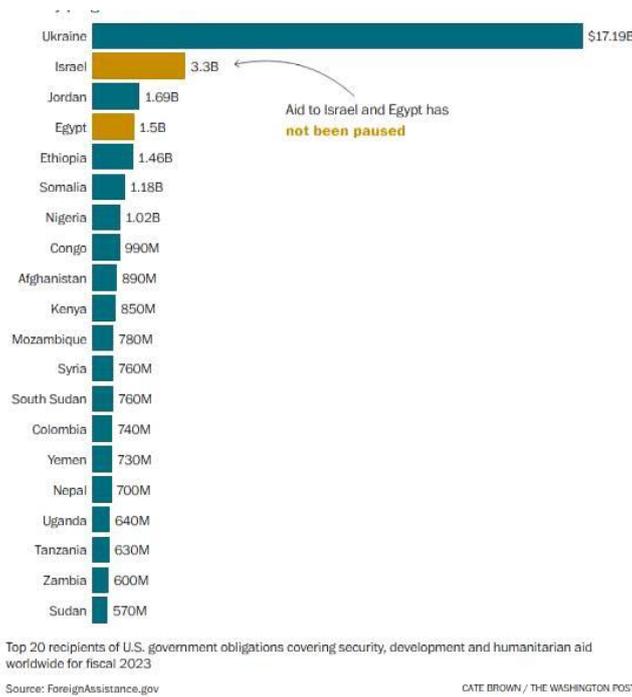
**Caricature 4:** « Trump et les fake news sur « l'attaque terroriste sur la colline de Capitol » <sup>3</sup>



Source: © [facebook](#), 7 janvier 2021

<sup>3</sup> Bulle de dialogue: « Attaque terroriste au Capitole... Le dernier combat pathétique de Trump ; le monde rit de dégoût et se demande quel aurait été le résultat s'il s'agissait d'une démo de BLM. Honte à ce salaud ! C'est qui le connard maintenant ! » (faisant allusion à la infâme remarque de Trump sur les pays africains qualifiés de « connards africains »).

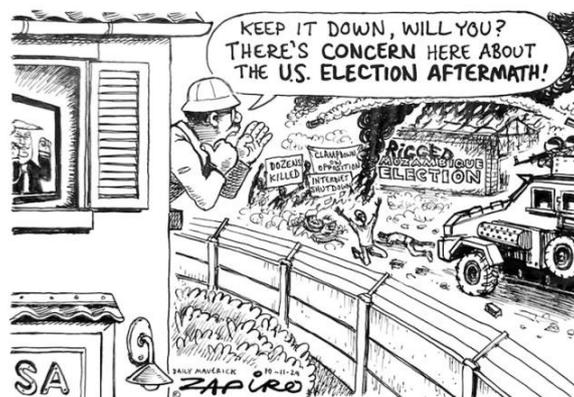
**Graph 1: Dix pays d'Afrique reçoivent plus de € 9 Mrd d'aide étrangère des États-Unis**  
 (le financement permet d'accéder à une aide alimentaire d'urgence, à des vaccins vitaux et à des programmes de sécurité sur tout le continent)



Source: © Houreld, Katharine & Rachel Chason, 2025

Les [mouvements de libération du peuple africains](#), autrefois populaires, resteront sous pression. Cependant, les élections prévues pour 2025 au [Cameroun](#), en [Côte d'Ivoire](#), en [Tanzanie](#) et au [Gabon](#) ont peu de chances d'apporter un changement démocratique, même si l'utilisation de la technologie numérique promet de réduire les possibilités de fraude. D'autant plus que Trump ne se soucie pas de la [démocratisation en Afrique subsaharienne](#). Le mécontentement à l'égard des gouvernements civils peut donc alimenter les conflits. Le [dijihadisme](#) dans le [Sahel](#), la [Corne de l'Afrique](#) et au-delà est susceptible de s'intensifier et de se propager (Basedau et al., 2025).

**Caricature 5: Trump et les élections truquées, comparés aux élections africaines<sup>4</sup>**



Source: © [Zapiro cartoon](#), publié sur [Daily Maverick](#) (10 novembre 2024) sur « Burning Issues Donald J. Trump #USAelection2024 », [facebook](#), 11 novembre 2024

<sup>4</sup> Bulle de dialogue: « Ne parlez pas trop fort, voulez-vous ? On s'inquiète ici des conséquences des élections américaines ! »

Certains observateurs africains craignent que Trump ne réduise l'intérêt des États-Unis pour le continent, comme ce fut le cas lors de son premier mandat. Sur la base des recherches en cours à l'African Center for the Study of the United States de [l'Université de Pretoria](#), il est avancé que [Trump 2.0](#) pourrait avoir des effets mitigés, suscitant à la fois des espoirs et des craintes pour l'Afrique. Par exemple, une approche transactionnelle de l'engagement étranger et sa préférence pour des relations bilatérales sélectives basées sur les besoins stratégiques des États-Unis pourraient être positives pour les relations diplomatiques, les investissements et le commerce avec certains pays africains. Mais elle pourrait également compromettre l'autonomie et la voix de l'Afrique dans les affaires mondiales. Cette politique risque de nuire à la démocratie, à la stabilité, à l'engagement en faveur des droits de l'homme et au changement climatique. Elle pourrait également avoir un impact négatif sur [l'immigration africaine aux États-Unis](#). La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique ([AGOA](#)) pourrait également entraîner une fragmentation des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique, au détriment des petites économies qui ont moins de pouvoir de négociation (Britz, Olekseyuk et Vogel, 2025; Isike et Oyewole, 2024). La politique d'immigration stricte proposée par Trump est une autre source d'inquiétude pour de nombreuses personnes en Afrique. Il renforcera les frontières et expulsera les immigrants clandestins. Il pourrait donc être difficile pour les Africains d'immigrer, même légalement, aux États-Unis.

#### Caricature 6: « Fin de l'aide »



Source: © tv47ke, [instagramm](#), 2025

Sur les 19 millions d'immigrés africains qui ont émigré entre 1990 et 2020, environ 3 millions sont allés aux [États-Unis](#) et au [Canada](#). Bien que l'Afrique soit l'un des plus petits contributeurs à la population d'immigrants irréguliers aux États-Unis, la politique de Trump aura un impact négatif sur les liens entre les États-Unis et la [diaspora africaine](#). La part de l'Afrique dans la population d'immigrants non autorisés aux États-Unis est passée de 275 000 sur environ 10,5 millions en 2019 à 375 000 sur 11 millions en 2022. Des centaines de milliers d'Africains aux États-Unis pourraient être expulsés, ce qui affecterait les [envois de fonds](#) des États-Unis vers l'Afrique, qui s'élevaient à 13 milliards de dollars en 2023. Certains craignent également que l'attitude dédaigneuse de M. Trump à l'égard de l'Afrique n'éclipse la reconnaissance par le président [Joe Biden](#) de l'autonomie de l'Afrique et sa doctrine de partenariat égalitaire avec le continent. L'approche de Trump pourrait se traduire par des engagements favorables avec des partenaires africains stratégiques, mais peu avec l'Afrique dans son ensemble.

Par exemple, contrairement aux présidents [Barack Obama](#) et Biden, Trump n'a pas organisé de sommet des chefs d'État entre les États-Unis et l'Afrique. Il a exprimé son admiration pour

l'autocratie et fait l'éloge des dictateurs. Cette tendance met en péril les démocraties en difficulté et l'évolution des [droits de l'homme en Afrique](#). Certains dirigeants pourraient se réjouir d'un contrôle externe moins strict. Mais cela pourrait renforcer les [régimes autoritaires](#), affaiblir la responsabilité politique et saper les normes de [gouvernance](#) dans les pays où les institutions démocratiques sont fragiles et où la démocratie est en déclin. Le [Burkina Faso](#), la [Guinée](#), le [Gabon](#), le [Mali](#), le [Niger](#) et le [Togo](#) en sont des exemples. Il n'est pas non plus certain que M. Trump puisse maintenir le [Partenariat mondial pour l'infrastructure et l'investissement](#), une initiative du [G7](#) visant à encourager les investissements durables et transparents dans des infrastructures de qualité dans le monde entier. Plusieurs pays africains, comme le [Kenya](#), la [Sierra Leone](#) et le [Mozambique](#), ont bénéficié des projets d'infrastructure numérique du G7 menés par les États-Unis. D'autres, comme l'[Angola](#), la République démocratique du Congo ([RDC](#)) et la [Zambie](#), devraient bénéficier de la construction, financée par le G7, du nouveau [chemin de fer de 800 km](#) reliant ces pays, le premier réseau ferroviaire transcontinental à accès ouvert en Afrique. Trump a également promis des droits de douane massifs sur les importations, ce qui inquiète tous les partenaires commerciaux des États-Unis. Trump 2.0 pourrait donc renforcer le soutien militaire aux initiatives de lutte contre le terrorisme, en donnant la priorité au soutien de pays alliés tels que le [Nigeria](#) et le [Kenya](#). Cependant, il pourrait ne pas engager de troupes américaines au sol.

Mais des lueurs d'espoir se profilent également à l'horizon (Yade, 2024). Par exemple, Trump a reconnu la [souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental](#) en 2020, faisant du pays maghrébin un acteur clé des [accords d'Abraham](#). Fort de ce précédent, le royaume pourrait voir son importance augmenter sous Trump 2.0. Considérant l'Afrique sous l'angle de la concurrence avec la [Chine](#), suite à la croissance significative de l'influence chinoise en Afrique et à l'affaiblissement de l'influence américaine en Afrique, l'administration Trump a créé la Development Finance Corporation ([DFC](#)), mieux financée que ses prédécesseurs. La première administration Trump a également lancé [l'initiative Prosper Africa](#) pour soutenir les investissements américains à travers le continent, la croissance de la classe moyenne africaine et améliorer le climat général des affaires dans la région. Depuis, ces adversaires ont étendu leur influence sur le continent : La [Russie](#) a confirmé son statut de premier vendeur d'armes en Afrique, et la [Chine](#) est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, faisant désormais cinq fois plus de commerce avec l'Afrique que les États-Unis (Yade, 2024). Au-delà de Trump, les profils des hauts fonctionnaires en diront long sur les intentions de la Maison Blanche. Cette approche plus stricte pourrait potentiellement être appliquée dans la compétition pour l'influence en Afrique. Bien que Donald Trump se soit distancié à plusieurs reprises du programme politique connu sous le nom de Projet de transition présidentielle 2025 ([Projet 2025](#)), il a depuis lors nommé à divers postes de l'administration des personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce plan. Dans ses propositions pour le département d'État américain, le Projet 2025 appelle à un retour aux « activités diplomatiques de base » et à s'éloigner de la promotion de politiques axées sur les valeurs culturelles, telles que celles qui soutiennent les droits des personnes [LGBTQI+](#). Cela aurait un impact positif dans les pays africains qui ont criminalisé les personnes et les activités LGBTQI+, notamment l'autocratique [Ouganda](#), mais aussi des pays démocratiques comme le [Sénégal](#) et le [Ghana](#). L'Ouganda, que [l'administration Biden](#) a exclu du traitement commercial préférentiel en raison de préoccupations concernant les droits des homosexuels, pourrait trouver une oreille plus attentive auprès de l'administration Trump (Yade, 2024).

Le sort de certains projets de grande envergure, comme le [corridor de Lobito](#), l'héritage majeur du président américain Joe Biden en Afrique, devra également être surveillé (Yade, 2024). Arguant que [l'Accord de Paris sur le clima](#) fait peser un fardeau économique injuste sur les Américains et leurs entreprises, Trump s'est retiré de l'accord international sur le [changement climatique](#) au cours de sa première présidence. Pendant ce temps, l'Afrique

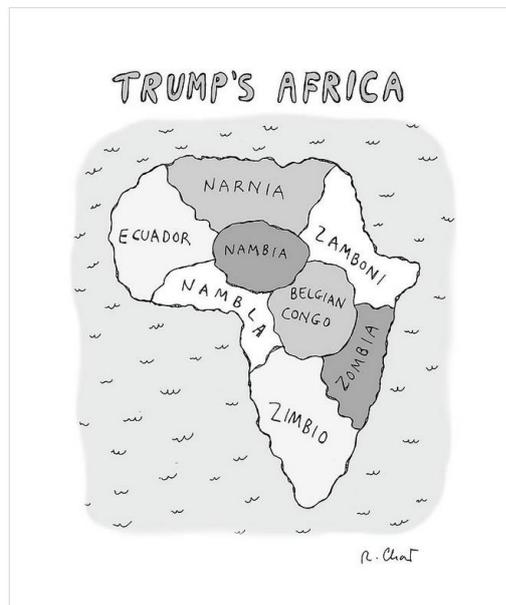
supporte une part disproportionnée des coûts d'adaptation au changement climatique, bien qu'elle ait relativement peu contribué à l'évolution du climat, et il subsiste un énorme déficit de financement dans ce domaine. Avec les rapports indiquant que Trump se prépare à se retirer à nouveau de l'Accord de Paris (mettant en péril la coopération mondiale sur le changement climatique), et les pays africains quittant la Conférence des parties sur le changement climatique des Nations unies (également connue sous le nom de [COP29](#)) en [Azerbaïdjan](#) déçus, on peut s'attendre à ce que l'Afrique continue à payer des coûts de plus en plus élevés (Yade, 2024).

Il convient également de garder un œil sur [Elon Musk](#), le milliardaire d'origine sud-africaine qui s'est imposé comme un proche conseiller de Trump et qui est désireux de faire des gains sur les marchés africains, notamment avec [Starlink](#), et pourrait offrir de nouvelles perspectives pour réduire la fracture énergétique (Yade, 2024). Il a été vu à [New York](#) en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2024, rencontrant le président sud-africain [Cyril Ramaphosa](#), le président namibien [Nangolo Mbumba](#) et le premier ministre du Lesotho [Sam Matekane](#). Musk est appelé à jouer un rôle influent dans la nouvelle administration, et ses relations avec Ramaphosa en particulier pourraient prendre une importance considérable. Les relations de l'Afrique du Sud avec les États-Unis sont devenues plus complexes en raison de ses liens croissants avec la [Russie](#) et la [Chine](#), ainsi que du récent [procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël](#).

Ces dernières années, certains républicains ont préconisé la reconnaissance du [Somaliland](#) en tant qu'État indépendant afin de renforcer l'influence stratégique des États-Unis à travers la [mer Rouge](#) (Yade, 2024). Des rapports récents suggèrent que Trump pourrait le faire une fois en fonction, marquant ainsi un changement significatif dans la politique américaine vis-à-vis de la [Corne de l'Afrique](#). Mais il y aura d'autres risques à surveiller. La [guerre au Soudan](#) fait rage, les tensions entre le [Rwanda](#) et la [RDC](#) augmentent et la [guerre du Tigre](#) et le cessez-le-feu en Éthiopie est fragile. En conséquence, il serait risqué pour Trump de saper les relations américaines avec le [Kenya](#), officiellement un allié clé des États-Unis non membre de l'[OTAN](#), au nom des intérêts américains en [Afrique de l'Est](#). Au [Sahel](#), après que le [Niger](#) et le [Tchad](#) ont demandé aux États-Unis de retirer leurs bases militaires, les États-Unis devront trouver de nouveaux emplacements stratégiques pour accueillir les systèmes de défense américains qui sont vitaux pour les intérêts de sécurité des États-Unis. Le [Gabon](#) et la [Côte d'Ivoire](#) pourraient être des pays d'intérêt pour la nouvelle administration Trump. Beaucoup de choses ont changé en Afrique depuis que Trump a quitté la Maison Blanche en janvier 2021. Plus important encore, les nations africaines ont un atout dans leur manche : une nouvelle centralité sur la scène mondiale qui fait d'elles des partenaires très convoités dans le monde entier. L'Afrique a désormais des options. La balle est donc dans le camp de Washington, qui doit s'engager avec le continent. Sinon, « [l'Amérique d'abord](#) » pourrait s'effacer devant « l'Afrique d'abord » - au profit des adversaires des États-Unis (Yade, 2024).

## 2. Études de cas:

### Caricature 7: L'Afrique de Trump



Source: © [Roz Chast](#), Caricatures du New Yorker, magasin [Condé Nast](#)

Si le [trumpisme](#) concerne principalement la politique américaine, ses effets - tels que les changements en matière de politique étrangère, de commerce et d'alliances mondiales - ont eu un impact mondial, y compris en Afrique. Vous trouverez ci-dessous des études de cas de pays africains spécifiques qui ont connu des défis ou des changements en raison de politiques ou d'attitudes associées au trumpisme.

La politique de « [l'Amérique d'abord](#) » de l'administration Trump et son engagement réduit avec l'Afrique ont eu un impact significatif sur le continent. Si certains pays, comme la [Somalie](#) et le [Tchad](#), ont été confrontés aux conséquences directes des politiques militaires et d'immigration, d'autres, comme [l'Afrique du Sud](#) et le [Kenya](#), ont connu des changements plus larges en matière de commerce et d'aide au développement. Ces études de cas illustrent comment le trumpisme, avec son accent sur les priorités nationales et la diplomatie transactionnelle, a souvent laissé les États africains naviguer dans un paysage international plus incertain et moins favorable.

#### 1. Afrique du Sud

Les relations de [l'Afrique du Sud](#) avec la deuxième administration Trump ont été marquées par des tensions commerciales et des divisions diplomatiques.

Les politiques commerciales protectionnistes de l'administration Trump et son scepticisme à l'égard du multilatéralisme ont affecté l'Afrique du Sud, un partenaire commercial clé des États-Unis en Afrique. Les critiques de Trump à l'égard des politiques de réforme agraire de l'Afrique du Sud et les menaces de son administration de revoir les avantages commerciaux au titre de l'African Growth and Opportunity Act ([AGO](#)) ont créé de l'incertitude.

En 2018, Trump a tweeté de fausses informations sur les efforts de réforme agraire de l'Afrique du Sud, affirmant que les agriculteurs blancs (en particulier les [Boers](#)) étaient ciblés et tués. Cela a déclenché des tensions diplomatiques et a mis en évidence comment la

rhétorique de Trump pourrait exacerber les divisions raciales et politiques existantes dans le pays.

## 2. Nigeria

Le [Nigeria](#) est menacé par la réduction de l'engagement américain et les restrictions d'immigration.

L'interdiction de voyager décrétée par l'administration Trump, souvent appelée « interdiction des musulmans », incluait initialement le [Tchad](#) (plus tard supprimée), ce qui a suscité des inquiétudes au Nigeria, un pays à prédominance musulmane situé dans le nord du pays. Le Nigeria a fait l'objet d'une surveillance accrue dans le cadre des politiques d'immigration de Trump, les États-Unis ayant ajouté le Nigeria à une liste de pays soumis à des restrictions de visa en 2020. Cela a tendu les relations diplomatiques et limité les opportunités pour les Nigériens cherchant à étudier, travailler ou retrouver leur famille aux États-Unis.

Les restrictions de visa ont été perçues comme un revers pour le Nigeria, qui compte une importante [diaspora aux États-Unis](#) et dépend des [transferts de fonds](#) comme source importante de revenus étrangers. Cette politique a également alimenté le sentiment anti-américain dans certains milieux.

## 3. Somalie

La [Somalie](#) souffre du retrait militaire américain et de la lutte contre le terrorisme.

La décision de Trump de retirer les troupes américaines de Somalie fin 2020 s'inscrit dans le cadre de sa politique plus large « [America First](#) », qui vise à réduire la présence militaire américaine à l'étranger. Cette décision a suscité des inquiétudes quant à la stabilité de la Somalie, qui lutte contre le groupe extrémiste [Al-Shabaab](#) avec le soutien des forces américaines et de [l'Union africaine](#).

Le retrait a été critiqué par les alliés régionaux et les experts en sécurité qui craignaient qu'il ne crée un vide sécuritaire et n'enhardisse al-Shabaab. [L'administration Biden](#) a ensuite annulé cette décision, mais le retrait brutal sous Trump a mis en évidence l'imprévisibilité de la politique étrangère américaine sous le trumpisme.

## 4. Kenya

Le [Kenya](#) a dû faire face à une réduction de l'aide au développement et à une focalisation sur la lutte contre le terrorisme.

Sous Trump, les États-Unis ont réduit [l'aide au développement à l'Afrique](#), se concentrant plutôt sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Le Kenya, un allié clé dans la lutte contre [Al-Shabaab](#), a vu sa coopération militaire augmenter mais son soutien aux projets de développement diminuer.

Le changement de priorités sous Trump a entraîné une réduction de l'importance accordée aux initiatives visant à lutter contre la pauvreté, la santé et l'éducation au Kenya. Cette situation est particulièrement inquiétante compte tenu de la dépendance du Kenya à l'aide

étrangère pour le développement et de ses problèmes persistants en matière de chômage et d'inégalités.

## 5. Éthiopie

[L'Éthiopie](#) a été handicapée par la négligence des conflits régionaux et des crises humanitaires.

Pendant la présidence de Trump, les États-Unis ont été largement absents des tensions croissantes en Éthiopie, qui ont finalement conduit au [conflit du Tigré fin 2020](#). Les critiques ont fait valoir que le manque d'engagement de Trump dans les conflits africains et l'accent mis par son administration sur les questions intérieures ont contribué à un manque de diplomatie proactive dans la région.

La crise du Tigré, qui a commencé peu après la fin de la première présidence de Trump, a mis en évidence les conséquences de la réduction de l'engagement diplomatique américain en Afrique. Alors que la crise s'est aggravée sous Biden, l'absence d'intervention précoce pendant le mandat de Trump a été considérée comme une occasion manquée de prévenir les violences à grande échelle.

## 6. Tchad

Le [Tchad](#), allié clé des États-Unis dans la lutte contre le [terrorisme au Sahel](#), a été inclus dans l'interdiction de voyager de Trump en 2017. Cette décision a été largement critiquée, car le Tchad est un partenaire fiable dans les efforts de sécurité régionale.

L'inclusion du Tchad dans l'interdiction de voyager a mis à rude épreuve les relations bilatérales et soulevé des questions sur la cohérence de la politique étrangère américaine. Bien que le Tchad ait été retiré de la liste par la suite, l'incident a porté atteinte à la confiance et a mis en évidence la nature transactionnelle de l'approche de Trump en matière de relations internationales.

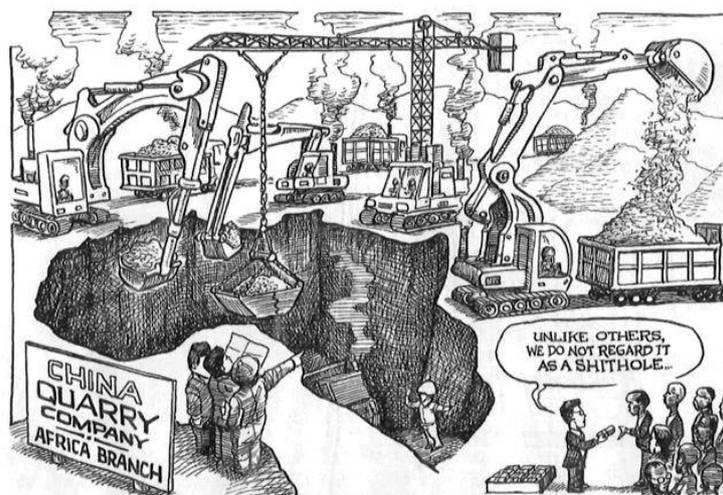
## 7. Zimbabwe

Le [Zimbabwe](#) a souffert des sanctions américaines et de la rhétorique isolationniste.

Bien que les sanctions américaines contre le Zimbabwe soient antérieures à l'administration Trump, la rhétorique isolationniste de Trump et le manque d'engagement avec les dirigeants africains n'ont pas contribué à encourager le dialogue ou le soutien aux réformes démocratiques au Zimbabwe.

Les défis économiques et politiques du Zimbabwe ont persisté sous Trump, et peu de progrès ont été réalisés dans la résolution des problèmes de longue date. Le manque d'engagement des États-Unis a été perçu comme une occasion manquée de soutenir les transitions démocratiques dans la région.

### Caricature 8: « Le contrôle chinois sur les mines africaines »<sup>5</sup>



Source: © Kevin KAL Kallauger, *The Economist*, *Kaltoons.com*

Trois études de cas plus détaillées sur l'impact du [second mandat de Trump](#) sur les [terres rares](#) (REE) et les autres ressources naturelles de [l'Afrique du Sud](#), de la [RD Congo](#) et de la [Namibie](#) sont présentées ci-dessous. Ces trois pays sont d'une importance [géostratégique](#) de la plus haute importance en raison de leurs riches gisements de terres rares. Actuellement, la [Chine](#) produit 58 % de tous les REE dans le monde. Elle est le principal importateur de minéraux d'Afrique, les exportations de minéraux de [l'Afrique subsaharienne](#) vers la Chine totalisant 10 milliards USD en 2019. Sa domination sur le marché mondial des terres rares est ancrée dans la politique, et non dans la géographie. Les terres rares ne sont ni si rares ni si concentrées en Chine. Pékin a adopté une stratégie d'importation, de dumping et de contrôle des terres rares qui n'est guère conforme aux règles de l'[OMC](#).

C'est pourquoi, en juin 2022, un « [Partenariat pour la sécurité des minéraux](#) » nouvellement fondé, composé des [États-Unis](#), de l'[UE](#), de la [Grande-Bretagne](#) et d'autres pays industrialisés occidentaux, a invité les pays africains riches en minéraux à contrer la domination chinoise. Il s'agissait notamment de pays riches en ressources comme [l'Afrique du Sud](#), le [Botswana](#), l'[Angola](#), le [Mozambique](#), la [Namibie](#), la [Tanzanie](#), la [Zambie](#), l'[Ouganda](#) et la [RD Congo](#) (Kohnert, 2024).

---

<sup>5</sup> Caricature, faisant référence aux commentaires désobligeants tenus par Donald Trump en janvier 2018, dans lesquels il dénonçait les États africains comme « [de ces pays de merde](#) » (« [shithole countries](#) ») révélant l'importance qu'il accordait à l'Afrique (Kohnert, 2018 ; Ericsson & Löf & Löf, 2020).

## 2.1 Afrique du Sud

Caricature 9: « Trump confisque » des terres »<sup>6</sup>



Source: © Brandon Reynolds, *Business Day*, 6 février 2025

Au départ, [Trump 2.0](#) a suscité l'optimisme en [Afrique](#). Le retour de Donald Trump à la présidence américaine a fait que les personnes interrogées en Afrique du Sud et dans d'autres pays émergents ont fait preuve d'optimisme (MG Reporter, 2025). Outre [l'Afrique du Sud](#), les pays qui ont accueilli Trump en [Afrique subsaharienne](#) comptaient principalement des systèmes [autocratiques](#) comme le [Cameroun](#), le [Togo](#), la [Côte d'Ivoire](#), la [République centrafricaine](#) (RCA), le [Tchad](#), [Guinée](#), et le [Mali](#) (MG Reporter, 2025).

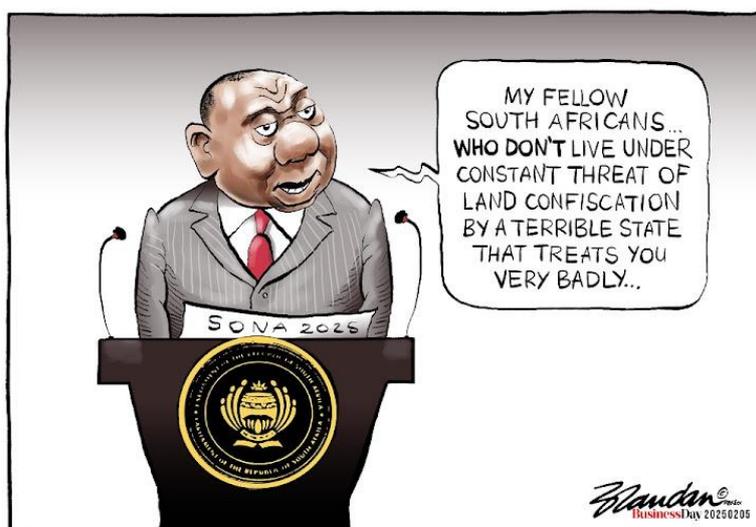
Cependant, les relations entre Trump et l'Afrique du Sud se sont depuis détériorées (Ngcobo, 2025). L'Afrique du Sud semble être à la croisée des chemins dans ses relations de plus en plus tendues avec les États-Unis, suite à la décision controversée du président Donald Trump de réduire l'aide financière au pays en février 2025. Trump a déclaré que l'Afrique du Sud s'était livrée à ce qu'il a appelé des « pratiques injustes et immorales » contre la communauté blanche minoritaire [Afrikaner](#) et avait déposé une [plainte pour génocide contre Israël devant la Cour internationale de justice](#) (CIJ) en décembre 2023. Cette décision a provoqué une onde de choc en Afrique du Sud, les experts craignant qu'il n'en profite pour mettre fin à l'accès préférentiel au marché américain par le biais du programme commercial spécial entre les États-Unis et l'Afrique, connu sous le nom d'Africa Growth and Opportunity Act ([AGO](#)). Trump a menacé de réduire les financements futurs en raison de ce qu'il a décrit comme des « choses terribles, des choses terribles » que faisaient les dirigeants du pays (Ngcobo, 2025). Le président américain a ensuite accusé Afrique du Sud, sans aucun fondement factuel, « d'accaparement des terres » et de « faire des choses qui pourraient être bien pires que cela ». Face à la réfutation véhémement du gouvernement d'Afrique du Sud, il a récidivé en signant un décret exécutif pour geler l'aide. Cela représente près de 440 millions de dollars (353 millions de livres sterling), le montant de l'aide qui serait allouée en 2023, bien que l'ambassade des États-Unis en Afrique du Sud ait depuis déclaré que le financement du President's Emergency Plan for AIDS Relief ([PEPFAR](#)), un programme américain de lutte contre la propagation mondiale du VIH, ne serait pas affecté, ajoutant la mise en garde que « toutes les activités du PEPFAR ne reprendront pas ». L'Afrique du Sud est l'un des plus grands bénéficiaires du PEPFAR, contribuant à environ 17 % à son programme VIH/sida, dans le cadre duquel

<sup>6</sup> Bulle de dialogue: « L'Afrique du Sud confisque des terres... Les États-Unis vont prendre le contrôle de la bande de Gaza. Nous la posséderons !! »

environ 5,5 millions de personnes reçoivent des médicaments antirétroviraux. Dans son décret, Trump a également accusé l’Afrique du Sud d’un « mépris choquant pour les droits de ses citoyens » et d’adopter des « positions agressives » contre les États-Unis et son allié [Israël](#) dans son affaire devant la CIJ. En plus du gel de l’aide, il a proposé d’aider les réfugiés de la communauté [Afrikaner](#), principalement des descendants blancs des premiers colons hollandais et français, à s’installer aux États-Unis. Cela fait écho aux vues du proche conseiller de Trump, [Elon Musk](#), le milliardaire de la technologie né en Afrique du Sud. Il a demandé sur [X \(Twitter\)](#) pourquoi le président [Ramaphosa](#) avait des « lois foncières ouvertement racistes ». Ce n’est pas la première fois que les politiques de réforme agraire d’Afrique du Sud suscitent la colère de Trump. En 2018, lors de sa première présidence, il avait accusé les autorités d’Afrique du Sud de « tuer des agriculteurs à grande échelle » et avait demandé à son secrétaire d’État d’enquêter sur la « saisie des terres des agriculteurs blancs » par le gouvernement.

Sur le plan commercial, l’Afrique du Sud a toutefois quelques atouts. Si les États-Unis sont l’un des principaux partenaires de l’Afrique du Sud, ils ne sont pas son partenaire commercial le plus proche. L’Afrique du Sud exporte une gamme de minéraux vers les États-Unis, notamment du [platine](#), du [fer](#) et du [manganèse](#). Elle est également l’un des plus grands exportateurs dans le cadre de l’AGOA, générant environ 2,7 milliards de dollars de revenus en 2023, principalement grâce à la vente de [véhicules](#), de [bijoux](#) et de [métaux](#) (Ngcobo, 2025).

**Caricature 10:** *Le président Cyril Ramaphosa parle de la « confiscation des terres »*<sup>7</sup>



Source: © Brandan Reynolds, [Business Day](#), 5 février 2025

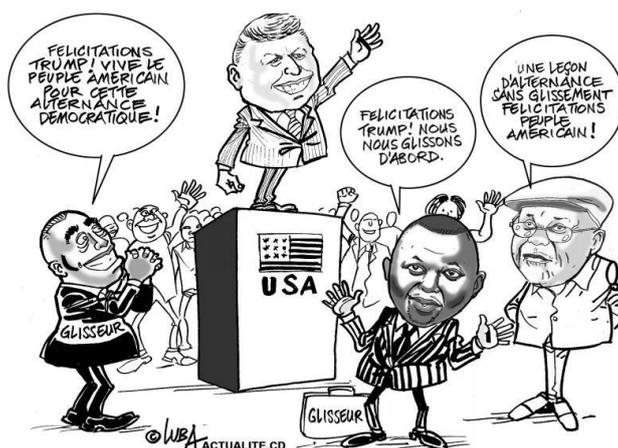
Quant aux [mines de terres rares](#) d’importance [géostratégiques](#) d’Afrique du Sud, elles sont sur le point de démarrer une production commerciale, ce qui en fait le deuxième pays producteur de terres rares en Afrique après [Gakara](#) dans l’ouest du [Burundi](#), le seul pays africain à posséder une mine de terres rares ayant produit des quantités commerciales à ce jour (Bekoe & Burchard & Deatherage & Sindle, 2022). La plupart de ces mines sont situées à l’ouest et au nord du pays. Il existe actuellement quatre projets de terres rares en développement en

<sup>7</sup> Bulle de dialogue: « Discours sur l’état de la nation 2025 | SONA 2025 » - « Mes compatriotes sud-africains... qui ne vivez pas sous la menace constante d’une confiscation de vos terres par un État terrible qui vous traite très mal... »

Afrique du Sud : [Zandkopsdrift](#), [Steenkampskraal](#), [Glenover](#) et [Phalaborwa](#) (Garbarino, 2021 ; Kohnert, 2024).

## 2.2 RD Congo

**Caricature 11:** « *Trump, le nouveau chouchou des politiciens congolais, glisseurs et anti-chaussures* »



Source: © Vital Kamerhe, [actualite.cd](http://actualite.cd), 11 novembre 2016

Déjà lors de la première présidence de Donald Trump sa victoire aux élections présidentielles américaines avait provoqué des réactions de la classe politique congolaise. Ainsi, [Jean-Marc Kabund](#), secrétaire général de l'[UDPS](#) (Union pour la démocratie et le progrès social), avait félicité Trump et l'avait invité à faire preuve de rigueur sur le dossier de la RDC afin d'accompagner les Congolais sur la voie de la démocratie (Kamerhe, 2016).

En 2025, deux dossiers sont sur la table entre [Kinshasa](#) et [Washington](#): la crise sécuritaire à l'est de la [RDC](#), en raison du conflit larvé entre le [RD Congo](#) et le [Rwanda](#), et la mise en œuvre du partenariat économique stratégique entre les deux pays (Rigaud, 2024). Ces enjeux sont bien loin des préoccupations du nouveau président américain. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a été accueilli avec indifférence à Kinshasa. L'influence américaine sur le continent et au Congo n'est plus ce qu'elle était. L'arrivée de [Félix Tshisekedi](#) à la tête de la RDC avait réchauffé et normalisé les relations entre Kinshasa et Washington après une période glaciale durant les dernières années [Joseph Kabila](#). Les États-Unis ont accueilli avec soulagement le départ de Joseph Kabila et fermé les yeux sur le tour de passe-passe très peu orthodoxe qui a permis à Félix Tshisekedi de prendre le fauteuil présidentiel. L'arrivée de l'ambassadeur américain [Mike Hammer](#), très en vue, avait un temps suscité les espoirs des Congolais sur le plan économique, avec la signature d'un « partenariat stratégique privilégié » pour que les entreprises américaines investissent au Congo (Rigaud, 2024). Des annonces grandioses qui n'ont pas été suivies d'effets. Mike Hammer n'était pas en reste politiquement. Le tonitruant représentant de Washington à Kinshasa a soutenu à bout de bras Félix Tshisekedi dans son émancipation de son alliance toxique avec Joseph Kabila. Le renversement de l'Assemblée nationale s'est fait avec la bénédiction de Washington. Durant son premier mandat, Trump n'a jamais montré le moindre intérêt pour le continent africain et encore moins pour le grand Congo (Rigaud, 2024 ; Kohnert, 2018). L'Afrique n'était pas à l'ordre du jour du candidat républicain, pas plus qu'elle ne l'était pour [Kamala Harris](#). La priorité de Donald Trump sera la politique intérieure américaine, centrée sur

l'immigration et l'économie via les tarifs douaniers. Trois préoccupations extérieures pourraient mobiliser le nouveau président Trump sur la scène internationale : l'[Ukraine](#), la [Chine](#), le [Moyen-Orient](#) et l'[Iran](#), mais pas l'Afrique (Rigaud, 2024). Dans le logiciel politique de Trump, deux règles sont à prendre en compte pour le cas congolais. Il ne veut plus d'intervention militaire américaine en dehors du pays. La deuxième règle est qu'il n'aime pas les règles, notamment démocratiques. On peut donc supposer que la diplomatie américaine sera moins attentive à la légitimité et aux pratiques des pouvoirs en place en Afrique, et à leurs petits arrangements pour s'accrocher à leurs sièges. Les militants pro-démocratie pourraient bien avoir de quoi s'inquiéter, et moins de soutien de Washington (Rigaud, 2024). S'il n'est pas vraiment sûr que Donald Trump sache placer la République démocratique du Congo sur une carte, Félix Tshisekedi n'a pas manqué de féliciter le nouveau président américain sur la chaîne X pour « sa magnifique victoire ».

Deux dossiers sont sur la table entre Kinshasa et Washington. Le plus sensible est le conflit dans l'est du pays avec les [rebelles du M23](#), soutenus par [Kigali](#). Kinshasa réclame sans cesse des sanctions contre le [Rwanda](#). Pour l'heure, les États-Unis font la sourde oreille aux demandes de Kinshasa, privilégiant le dialogue entre les deux voisins via le [processus de Luanda](#). Cela ne convient pas vraiment à la RDC, qui échoue sur le plan militaire et ne souhaite pas arriver à la table des négociations en position de faiblesse (Rigaud, 2024).

Tshisekedi parviendra-t-il à convaincre Trump de sanctionner [Paul Kagame](#), comme l'a fait [Vladimir Poutine](#) dans son [agression contre l'Ukraine](#) ? Il n'est pas sûr que cette comparaison convainque Trump, dont les relations avec la [Russie](#) sont bien connues. Le deuxième enjeu est économique : Tshisekedi voudrait pouvoir relancer le « partenariat stratégique » avec les Américains, resté à l'état de déclaration de bonnes intentions. Cet été, les États-Unis ont promis 15 milliards de dollars pour électrifier les zones enclavées du Congo dans le cadre du programme [Power Africa](#). Et Félix Tshisekedi aimerait voir ce projet se concrétiser. Le taux d'électrification en RDC est d'environ 20 %, et de moins de 5 % dans les zones rurales. A Kinshasa, personne ne pense vraiment que l'élection de Trump aura un impact sur le développement du pays. La soi-disant « [communauté internationale](#) », composée de l'[ONU](#), de l'[UE](#) et des [États-Unis](#), est en perte de vitesse (Rigaud, 2024). Les [casques bleus](#) sont sur le départ et l'influence [belge](#) et [française](#) s'amenuise, d'autant que les partenaires et donateurs internationaux semblent impuissants à trouver une issue à une guerre sans fin entre deux voisins dont les souffrances sont irréconciliables. S'il n'y a rien à attendre de Trump au Congo, on sait aussi que le président américain est imprévisible. La présence de [minerais stratégiques](#) en abondance dans le sous-sol congolais pourrait attirer l'attention du 47<sup>e</sup> président de la première puissance mondiale. Pour cela, il faudrait que les entreprises américaines rappellent à Trump qu'il existe un pays au cœur de l'Afrique qui en regorge, appelé la République démocratique du Congo (Rigaud, 2024).

La République démocratique du Congo ([RDC](#)) est un pays riche en minéraux, qui possède de vastes gisements de minéraux nécessaires aux technologies à faible émission de carbone. Ceux-ci présentent un intérêt stratégique de la plus haute importance pour les États-Unis. La RDC fournit actuellement la grande majorité du [cobalt](#) extrait et dispose d'importantes réserves inexploitées de [cuivre](#), d'[étain](#) et d'[or](#) (Gibson, 2023 ; Kohnert, 2024). En outre, la RDC est dotée d'autres ressources minérales [REE](#). Des gisements ont été découverts dans des complexes de carbonatite autour de Bingu ([Nord-Kivu](#)), [Lueshe](#) et [Kirumba](#), ainsi que dans d'autres régions de la RDC, notamment [Numbi](#), [Manono-Kitotolo](#), [Kampene](#), [Kobokobo](#) et [Nord Lugalulu](#), qui couvrent la plupart des grandes villes et régions du pays. Au moins 60 % des réserves de [coltan](#) se trouvent en RDC, où la numérisation est en hausse, et le développement de la [technologie 5G](#) augmentera la demande de coltan congolais (Gibson, 2023).

## 2.3 Namibie

### Caricature 12: « Namibie : La parodie de Trump, soutenue par un esprit léger de bonne volonté »



Source: © Kaakunga, Rukee (2017), *The Namibien* (15 février 2017)  
photographie couleur transformée en n/b par l'auteur

L'impact d'une administration « [Trump 2.0](#) » sur la [Namibie](#) serait probablement indirect, mais pourrait néanmoins être significatif dans des domaines tels que le commerce, l'aide, la politique climatique et la dynamique géopolitique. La relation de la Namibie avec la [Chine](#) et sa dépendance à l'égard de la coopération internationale pour le développement et la résilience climatique seraient des facteurs clés à surveiller. Cependant, étant donné le rôle relativement modeste de la Namibie dans la politique étrangère des États-Unis, l'impact pourrait être moins prononcé par rapport à d'autres pays africains. L'approche de Trump envers les organisations internationales telles que l'[ONU](#) a consisté à donner la priorité aux intérêts américains, parfois au détriment de la coopération multilatérale. Cela pourrait conduire à des changements dans la manière dont les États-Unis interagissent avec la Namibie par le biais des institutions mondiales, réduisant potentiellement le soutien aux opérations de maintien de la paix de l'ONU ou à d'autres initiatives menées par l'ONU en Afrique. Le second mandat de Donald Trump en tant que président des États-Unis aura également un impact significatif sur la Namibie. Cela dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment les priorités de la politique étrangère américaine, les relations commerciales et la dynamique géopolitique mondiale. Voici sont quelques domaines d'impact potentiels.

L'administration Trump privilégiera les [politiques commerciales protectionnistes](#), qui auront des répercussions sur les flux commerciaux mondiaux. En tant que petite économie, la Namibie pourrait être indirectement affectée si les politiques commerciales américaines perturbaient les marchés mondiaux ou réduisaient la demande d'exportations namibiennes telles que les minéraux (par exemple [l'uranium](#), les [diamants](#)) ou les produits agricoles. L'administration américaine réexamine également la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique ([AGOA](#)), par exemple en la restreignant. L'accès de la Namibie aux marchés américains pourrait être affecté, bien que la Namibie ne soit pas un bénéficiaire majeur par rapport aux autres pays africains. En outre, l'aide étrangère et l'aide au développement seront considérablement réduites ou supprimées. Trump pourrait réduire ou réaffecter l'aide étrangère, en particulier aux pays africains. La Namibie reçoit une partie de l'aide américaine, notamment dans des domaines tels que la santé (par exemple les programmes de lutte contre le VIH/SIDA via le [PEPFAR](#)) et la conservation. Les coupes dans ces programmes pourraient avoir des impacts localisés.

En termes d'intérêts [géostratégiques](#), l'administration Trump pourrait donner la priorité à l'aide aux pays qui s'alignent sur les intérêts stratégiques des États-Unis, comme la lutte contre l'influence de la [Chine](#) en Afrique. Les relations de la Namibie avec la Chine (par exemple, les investissements dans les infrastructures) pourraient influencer la manière dont les États-Unis s'engagent avec le pays. La Namibie a des liens étroits avec la Chine, qui a beaucoup investi dans les infrastructures et l'exploitation minière. Une administration Trump pourrait considérer la Namibie à travers le prisme de la concurrence entre les États-Unis et la Chine, ce qui pourrait conduire à un engagement accru des États-Unis ou à une pression pour réduire l'influence chinoise. L'approche de l'administration Trump à l'égard des institutions multilatérales (par exemple, l'[ONU](#), l'[OMS](#)) pourrait également affecter la Namibie, qui s'appuie sur la coopération internationale pour les initiatives de développement et de lutte contre le changement climatique. Le [changement climatique](#) et la [politique environnementale](#) seront affectés par un recul des engagements américains envers les initiatives mondiales sur le climat, ce qui pourrait affecter indirectement la Namibie, un pays vulnérable aux impacts du changement climatique tels que la [sécheresse](#) et la [désertification](#). La réduction du soutien américain aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique pourrait entraver la capacité de la Namibie à relever ces défis. La Namibie est connue pour ses efforts de conservation communautaires. Le soutien américain à la conservation de la faune sauvage et aux initiatives de lutte contre le braconnage pourrait être affecté en fonction des priorités de l'administration.

Enfin, il y a la question de la sécurité et de la [lutte contre le terrorisme](#). Bien que la Namibie soit relativement stable, une administration Trump pourrait se concentrer sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité en Afrique, en particulier au [Sahel](#) et dans la [Corne de l'Afrique](#). Cela pourrait conduire à une augmentation de la présence militaire ou de l'aide américaine dans la région, affectant indirectement l'environnement sécuritaire de la Namibie. Trump pourrait donner la priorité aux relations avec les pays africains plus grands ou plus importants stratégiquement, réduisant potentiellement l'attention diplomatique portée aux pays plus petits comme la Namibie.

Déjà au cours du premier mandat de Trump, Gondwana Collection Namibie a publié une vidéo satirique « Namibie First in Africa » en collaboration avec le musicien local [EES](#), se moquant du président américain Donald Trump. La vidéo satirique a été publiée en 2017 et dépeint avec humour Trump dans un contexte namibien. Namibie a déclaré que la vidéo était « soutenue par un léger esprit de bonne volonté » (Kaakunga, 2017).

L'ancien ambassadeur de la Namibie aux États-Unis, [Tuliameni Kalomoh](#), a souligné en 2024 que la politique étrangère n'avait pas joué un rôle majeur dans la campagne électorale (Matheus, 2024). Les exportations de la Namibie vers les États-Unis comprennent du [boeuf](#), des [diamants](#) et de [l'uranium](#). Ce commerce est couvert par l'accord [AGOA](#) avec les États-Unis. Les États-Unis fournissent également une aide financière à la Namibie par le biais du [PEPFAR](#). Les [éléments des terres rares](#) (ETR) sont 17 métaux et alliages qui sont considérés comme des intrants essentiels de la chaîne d'approvisionnement dans la production d'équipements militaires, l'économie civile, y compris les équipements médicaux et les technologies de télévision, et les technologies propres qui réduisent les émissions de carbone. La [Chine](#) produit actuellement 58 % des ETR du monde, ce qui rend de nombreux pays, dont les États-Unis, vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La dépendance de l'Amérique à l'égard des ETR importés, en particulier de Chine, un concurrent stratégique, a incité à réexaminer toutes les options de marché disponibles. En conséquence, le ministère américain de l'Énergie recommande de diversifier la chaîne d'approvisionnement

américaine en minéraux critiques afin de réduire la dépendance du pays à une source unique (Matheus, 2024).

Le secteur naissant des terres rares en Afrique a le potentiel de devenir une source stable et prévisible de minéraux essentiels pour les États-Unis. En janvier 2022, le [Burundi](#) est le seul pays africain à posséder une mine de terres rares ayant produit des quantités commerciales, mais d'autres pays comme la [Namibie](#) et [l'Afrique du Sud](#) sont prometteurs sur le plan commercial. Ils possèdent les plus grandes quantités de gisements minéraux contenant des terres rares par rapport aux autres pays africains. La Namibie est un pays politiquement stable avec un secteur minier établi et une relation solide avec les États-Unis. Son paysage minier de terres rares offre des opportunités potentielles aux investisseurs américains. Le gouvernement accueille favorablement les investissements étrangers et se classe relativement mieux que d'autres pays en termes de facilité de faire des affaires et de certaines bonnes pratiques. Cependant, certains signes indiquent que certains principes de [bonne gouvernance](#) et de [gestion des ressources](#) pourraient s'affaiblir. En particulier, des inquiétudes existent concernant le respect des contrats commerciaux (Matheus, 2024).

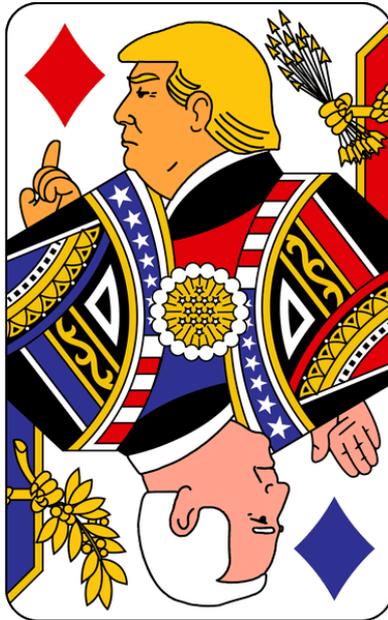
Les [terres rares](#) (REE), 17 métaux et alliages, sont considérés comme des intrants essentiels de la chaîne d'approvisionnement dans la production d'équipements militaires ; l'économie civile, y compris les équipements médicaux et les technologies de télévision ; et les technologies propres qui réduisent les émissions de carbone. La Namibie et l'Afrique du Sud possèdent les plus grandes quantités de gisements minéraux contenant des terres rares par rapport aux autres pays africains (Bekoe, Dorina A. et al, 2022).

La reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté [marocaine](#) sur le [Sahara occidental](#) et sa [reconnaissance de la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est](#) et le [plateau du Golan syrien](#), conquis par [Israël](#) lors de la guerre de 1967, ont suscité une grande inquiétude en Namibie. Le renforcement du [blocus économique et financier de Cuba](#) a également suscité des inquiétudes. Les États-Unis ont également été un donateur majeur des efforts de conservation de la Namibie. Le ministre de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme, [Pohamba Shifeta](#), a affirmé que l'administration Trump n'aurait pas d'impact négatif sur [l'industrie touristique namibienne](#). Trump a été président avant et il a entretenu des relations cordiales. Il connaît la Namibie parce que sa famille vient ici pour chasser. L'ancien diplomate Pius Dunaiski prédit que les relations économiques et commerciales se développeront sous la deuxième administration Trump. Les changements géopolitiques pourraient conduire à une plus grande concurrence entre les États-Unis et la Chine (Matheus, 2024).

[Windhook](#) s'attend à une offensive de charme diplomatique de la part des États-Unis dans ce que l'on pourrait décrire comme la [guerre froide 2.0](#). Enfin, les idiosyncrasies racistes de Trump, souvent exprimées en qualifiant les pays africains de toutes sortes de noms peu flatteurs, ont offensé les Namibiens (Matheus, 2024). Dans l'ensemble, cependant, Windhook doute que Trump mette fin à l'[AGOA](#) et au [PEPFAR](#). Par conséquent, la Namibie ne devrait pas ajuster ses politiques en réponse aux résultats des élections d'un pays particulier (Matheus, 2024).

### 3. Conclusion

**Caricature 13:** « *Tout, partout, tout à la fois* » : que va déclencher Trump 2.0 ? »



Source: © Smith, David (2025)

En quelques heures, [Trump 2.0](#), qui a plaisanté en disant qu'il serait un « dictateur » dès le premier jour, devrait déclencher une série de décrets et de mesures, notamment des expulsions massives et des tarifs douaniers agressifs contre le [Canada](#), le [Mexique](#) et la [Chine](#) (Smith, 2025). L'expression « choc et effroi » ne lui rendrait pas justice, selon un allié de Trump, car, comme l'a déclaré [Steve Bannon](#), ancien stratège en chef de la Maison Blanche, lors d'un événement organisé par le site [Web Politico](#) à Washington, « le choc et l'effroi était un concept de 2017 ». Les cent premiers jours du premier mandat de Trump ont été marqués par le chaos. Un décret interdisant les visiteurs de sept pays à majorité musulmane a provoqué le chaos dans les aéroports. Trois choses sont différentes : les gens, les politiques et le processus. Grâce à un [Congrès](#) contrôlé par les républicains, une [Cour suprême](#) conservatrice et un [cabinet](#) choisi principalement pour sa loyauté, Trump pourrait chercher à étendre considérablement le pouvoir présidentiel. Mais la lune de miel politique ne durera pas éternellement. Dès son investiture, Trump sera sous pression pour tenir ses promesses. Baisse d'impôts en 2017, droits de douane drastiques et augmentation de la production pétrolière. Ses détracteurs mettent en garde contre une instabilité économique potentielle et des dommages aux relations internationales. Aucun enjeu n'a été plus central dans sa campagne que l'immigration. Il a promis la plus grande opération d'expulsion de l'histoire des États-Unis et a déjà commencé à faire pression sur le Mexique et le Canada concernant la sécurité des frontières. Trump continuera également à mener une [guerre culturelle](#). Il a promis de réduire le financement fédéral des écoles qui, selon lui, promeuvent la théorie critique de la race, les droits des transgenres et l'obligation de se faire vacciner et de porter un masque. Il reste sceptique quant au [changement climatique](#) et il est susceptible de revenir sur le programme de Biden, de se retirer de [l'accord de Paris](#) et de promouvoir les énergies fossiles. Pendant ce temps, les dirigeants étrangers calculent rapidement comment réagir à la nouvelle normalité. Ils ont appris du premier mandat l'affinité de Trump pour les hommes forts et l'importance qu'il accorde aux relations personnelles (Smith, 2025).

La diplomatie d'investissement de la [Chine](#), la perception de son rôle sur le continent et les implications pour la politique américaine ont été d'une grande importance pour [l'Afrique](#)

[subsaharienne](#) depuis 2000. Le Forum sur la coopération sino-africaine ([FOCAC](#)) est une pierre angulaire des relations sino-africaines. L'Afrique n'est pas un monolithe ; les relations varient d'un pays à l'autre. Les enquêtes de perception du public montrent une attitude favorable à l'égard de la [Chine](#). Les investissements chinois se concentrent sur les infrastructures et l'éducation. La diplomatie du piège de la dette est souvent exagérée ; les perceptions varient. L'engagement de la Chine est considéré comme un partenariat par de nombreux pays africains. Le soutien financier des États-Unis est plus important, mais les perceptions varient considérablement. La Chine étend ses intérêts politiques et sécuritaires en Afrique. Le développement nécessite souvent une ingérence dans les affaires intérieures (Onubogu & Daly, 2024 ; Montenegro & Alves, 2024).

L'administration Trump 2.0 aura des répercussions sur [l'Afrique subsaharienne](#) dans plusieurs domaines clés :

Tout d'abord, elle aura des répercussions sur le [commerce international](#) et [l'aide](#). Les réductions potentielles de l'aide étrangère et les changements dans les politiques commerciales, y compris les changements apportés à des programmes comme [l'AGOA](#), pourraient affecter la croissance économique et le développement de la région.

Deuxièmement, elle aura des répercussions sur la [géopolitique](#). L'accent accru mis sur la lutte contre l'influence de la [Chine](#) en Afrique pourrait conduire à un engagement ou à une concurrence accrue des États-Unis, en particulier dans les pays où les investissements chinois sont importants.

Troisièmement, le [changement climatique](#) sera gravement affecté. Le recul des engagements américains envers les initiatives mondiales sur le climat pourrait entraver les efforts de l'Afrique subsaharienne pour lutter contre le changement climatique, un problème crucial pour la région.

Quatrièmement, la sécurité attirera davantage l'attention. L'accent mis sur la [lutte contre le terrorisme](#) pourrait accroître la présence militaire américaine ou l'aide dans les régions instables, ce qui pourrait avoir un impact sur la dynamique de sécurité régionale.

## Bibliographie :

- Afolabi, L., Ejumedia, P. E., Oduyoye-Ejumedia, A. O., Kabanda, R., & Madichie, N. O.** (2025). Unravelling the Link Between Bilateral Investment Treaties and Environmental Sustainability in Sub-Saharan African Countries. *Insight on Africa*, 17(1), 7-29
- Bekoe, Dorina A. & Stephanie M. Burchard & Sydney N. Deatherage & Erin L. Sindle** (2022): [Rare Earth Elements in Namibie and Afrique du Sud: Considerations for US Investment](#). Institute for Defense Analyses (IDS), IDA Document NS D-33189, pp. 1-23
- Bojang Jnr, Sheriff** (2025): [Five Trump executive orders that will negatively affect Africa](#). *The Africa Report.com*, pp. 1-10
- Britz, Wolfgang & Zoryana Olekseyuk & Tim Vogel** (2025): [Securing a Development-friendly US Trade Policy: The Urgent Need for an AGOA Revamp](#). IDOS, German Institute of Development and Sustainability, WP 2/2025, pp. 1-11
- Garbarino, Danielle M.** (2021): [Management of Africa's rare earth mining sectors](#). Naval Postgraduate School, Monterey, California, thesis, DM Garbarino, 85 p.
- Gibson, Pandwe Aletha** (2023): [Making the case for Africa and the Democratic Republic of the Congo as the global rare earth element supply leaders](#). *Frontiers in Environmental Science*, 11:1167778, National Renewable Energy Laboratory, (DOE), United States, pp. 1-6
- Hurlburt, Heather** (2025): Can the international order survive Trump 2.0? [Chatham House](#), 30 January 2025
- Isike, Christopher & Samuel Oyewole** (2024) : [Donald Trump et sa politique "l'Amérique d'abord": les conséquences pour l'Afrique](#). *The Conservation*, 28 November 2024
- Kaakunga, Rukee** (2017): [Namibie: Trump Parody 'Underpinned By a Light-Hearted Spirit of Good Will', Says Gondwana Col](#), 15 February 2017, *The Namibien* (Windhoek)
- Kamerhe, Vital** (2016): [Trump, le nouveau chouchou des politiciens congolais, glisseurs et anti-glissement](#). [actualite.cd](#), 11 November 2016
- Kohnert, Dirk** (2024): [Prospects and challenges for the export of rare earths from Sub-Saharan Africa to the EU](#). MPRA WP 119745
- Kohnert, Dirk** (2018): [Tariffs, trade and Trump: Donald Trump's impact on Africa](#). ROAPE-blog, *Review of African Political Economy*, 12 July 2018 (online, n.p.)
- Kohnert, Dirk** (2018): Trump's tariff's impact on Africa and the ambiguous role of African agency. *Review of African Political Economy*, 2018, vol. 45, No. 157, pp. 451-466
- Kohnert, Dirk** (2022): [The impact of the energy-induced EU recession on Sub-Saharan Africa](#). [MPRA WP No. 114051](#),
- Matheus, Envaalde** (2024): [United States of America president-elect Donald Trump could cut down on development aid and other financial support to countries like Namibie](#). *The Namibien*, 7 November 2024
- Montenegro, R.H. & Alves, J.R.C.S.** (2024): [China-Africa Relations, US Reactions: Economy and Security](#). In: Li, Y., Leandro, F.J.B.S., Tavares da Silva, J., Rodrigues, C. (eds): *The Palgrave Handbook on China-Europe-Africa Relations*. Palgrave Macmillan, Singapore.
- Ngobo, Khanyisile** (2025): [Is it checkmate for Afrique du Sud after Trump threats?](#) *BBC*, 13 February 2025
- Onubogu, Oge & Robert Daly** (2024): [China-Africa Relations: Threat to US Interests?](#) Wilson Center, September 27, 2024
- Rigaud, Christophe** (2024): [RDC: ce que Kinshasa attend de Donald Trump](#). *Afrikarabia*, 7 November 2024

- Saliya**, Candauda Arachchige (2025): [Donald Trump's Ultra-Nationalistic Policies: An Era of "America First"](#) (January 28, 2025). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=5114764>
- Smith**, David (2025) : [‘Everything, everywhere, all at once’: what will Trump 2.0 unleash?](#) *The Guardian*, 19 January 2025
- Unger**, Noam (2025): [Trump's USAID purge and foreign aid turmoil sparks global security concerns.](#) CSIS, *Center for Strategic International Studies*, February 5, 2025
- Wright**, George & Nomia **Iqbal** (2025): [Trump says he ordered air strikes on Islamic State group in Somalia.](#) *BBC news*, 1 February 2025
- Yade**, Rama (2024): [What Trump’s next presidency will mean for Africa.](#) *Atlantic Council*, December 13, 2024, pp. 1-3

**Abstract:** *[Impact de Trump 2.0 sur l'Afrique subsaharienne]* –As Trump takes aim at global norms and institutions, the question of what parts of the post-Cold War order can be saved, and for whom, needs urgent attention. Moving away from these positions will require major changes. Trump 2.0 has generated optimism in Africa. Afrique du Sud, in particular, was initially optimistic. But later, bilateral relations with Afrique du Sud deteriorated as the Trump administration, including his economic advisor, Afrique du Sudn-born Elon Musk, openly sided with the white SA establishment, at least for the next four years. Prospects for democratic transitions were also dashed, as Trump did not care about democratising sub-Saharan Africa (SSA), but rather supported African autocracies, such as in Biya's Cameroon, Gnassingbé's Togo, and the Central African Republic and Ivory Coast. Trump's intention to dismantle USAid threw all its contractors into disarray. Fear, pain and hunger were the terrible consequences of US funding cuts, for example in Kenya and war-torn Sudan. The US was the largest ODA donor in SSA. In fiscal year 2023/2024, the US had donated nearly \$3.7 billion. Jihadism in the Sahel, the Horn of Africa and beyond is likely to intensify and spread. The isolationist US Africa policy under Trump could further reduce Western influence. Trump's trade policies, particularly the imposition of tariffs and withdrawal from multilateral agreements such as the Trans-Pacific Partnership (TPP), have affected developing countries' access to the US market. This is particularly true in SSA, which relies heavily on exports of commodities, textiles and manufactured goods to the US market. The imposition of tariffs on steel, aluminium and other manufactured goods further increased the cost of exports from these countries, leading to reduced competitiveness and a decline in trade volumes. African countries benefiting from the African Growth and Opportunity Act (AGOA) have seen their benefits diminish, as the Trump administration has de-prioritised AGOA.

**Zusammenfassung :** *[Auswirkungen von Trump 2.0 auf Afrika südlich der Sahara]* – Da Trump die globalen Normen und Institutionen ins Visier nimmt, muss die Frage, welche Teile der Ordnung nach dem Kalten Krieg gerettet werden können und für wen, dringend beantwortet werden. Die Abkehr von diesen Positionen wird große Veränderungen erfordern. Trump 2.0 hat in Afrika für Optimismus gesorgt. Vor allem Südafrika war anfangs optimistisch. Doch später verschlechterten sich die bilateralen Beziehungen zu Südafrika, als sich die Trump-Administration, einschließlich seines Wirtschaftsberaters, des in Südafrika geborenen Elon Musk, offen auf die Seite des weißen südafrikanischen Establishments stellte, zumindest für die nächsten vier Jahre. Auch die Aussichten auf die Demokratisierung autokratisch regierter Länder wurden zunichte gemacht, da Trump sich nicht um die Demokratisierung von Subsahara-Afrika (SSA) kümmerte, sondern vielmehr afrikanische Autokratien unterstützte, wie in Biyas Kamerun, Gnassingbés Togo, der Zentralafrikanischen Republik und der Elfenbeinküste. Trumps Absicht, USAid aufzulösen, brachte alle seine Vertragspartner ins Unglück. Angst, Schmerz und Hunger waren die schrecklichen Folgen der US-Finanzierungskürzungen, zum Beispiel in Kenia und im kriegsgebeutelten Sudan. Die USA waren der größte ODA-Geber in SSA. Im Fiskaljahr 2023/2024 hatten die USA fast 3,7 Milliarden Dollar zur Verfügung gestellt. Der Dschihadismus in der Sahelzone, am Horn von Afrika und darüber hinaus wird sich wahrscheinlich verstärken und ausbreiten. Die isolationistische Afrika-Politik der USA unter Trump könnte den westlichen Einfluss weiter verringern. Trumps Handelspolitik, insbesondere die Verhängung von Zöllen und der Rückzug aus multilateralen Abkommen wie der Transpazifischen Partnerschaft (TPP), hat den Zugang der Entwicklungsländer zum US-Markt beeinträchtigt.